

Unité départementale de la Somme
12 Rue du Maître du Monde
80440 GLISY

Glisy, le 11 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



LEDEUX ERIC HOLDING

chaussée Brunehaut
Au dessus du Canal
80360 FINS

Références : 2022 – E10078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2022 dans l'établissement LEDEUX ERIC HOLDING implanté chaussée Brunehaut Au dessus du Canal 80360 FINS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la vérification du respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux de mesure d'urgence du 29/12/2021 et de mise en demeure du 17/01/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEDEUX ERIC HOLDING
- chaussée Brunehaut Au dessus du Canal 80360 FINS
- Code AIOT dans GUN : 0005105830
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'activité pratiquée est la récupération, le tri et le stockage de métaux ferreux et non ferreux, de papiers/cartons et de bois, de plastiques, de chiffons textiles et de déchets industriels provenant d'installations classées en vue de leur revente. De plus, le site réalise l'activité centre VHU.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 6 novembre 2019 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Examen du respect des prescriptions des arrêtés préfectoraux de mesure d'urgence du 29/12/2021 et de la mise en demeure du 17/01/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Etude environnementale et sanitaire	AP de Mesures d'Urgence du 29/12/2021, article 2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Respect des dispositions	AP de Mise en Demeure du 17/01/2022, article 1	/	Abrogation de la mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17/01/2022 est respectée et peut être abrogée.
La prescription concernant la mise en œuvre du plan de prélèvements et les résultats d'analyses de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 29/12/2021 n'étant pas respectée, un arrêté préfectoral de mise en demeure de respecter cette prescription est proposé à Madame la Préfète de la Somme.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etude environnementale et sanitaire

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 29/12/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Etude suite sinistre
<p>Prescription contrôlée : [...]. Cette étude devra notamment comporter :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de déchets concernés ou impactés par l'incendie ; 2. Une évaluation de la nature et des quantités des produits de décomposition ou de dégradation susceptibles d'avoir été émis à l'atmosphère, compte tenu de la quantité et de la composition des déchets impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'incendie qui ont pu être observées (feu vif et feu couvant) ; 3. La détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence ; pour l'air, l'exploitant justifie la détermination de ces zones par une modélisation des retombées atmosphériques liées à l'incendie tenant compte des informations météorologiques officielles constatées pendant toute la durée de l'évènement (direction et force des vents, pluviométrie) ; 4. Un inventaire des cibles/enjeux potentielles exposées aux conséquences du sinistre (habitations, établissements recevant du public, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de chasse, de pêche et de cueillette, etc.) ; 5. Une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées au 4. ci-dessus. Ce plan prévoit également des prélèvements dans une zone estimée non impactée par le sinistre qui sera utilisée comme zone témoin. L'exploitant peut prioriser la réalisation des prélèvements environnementaux comme suit : privilégier quelques points de prélèvements dans l'urgence sur des zones à enjeux sanitaires (jardins potagers, cultures, zones de pâturage) puis dans un second temps, élargir les prélèvements sur les matrices qui vont répondre au marquage environnemental de la zone et éventuellement à la compréhension de la chaîne de contamination des milieux. 6. La justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques du sinistre ; ils concernent à minima : dioxines, furanes, HAP, métaux, PCB. 7. La mise en œuvre du plan de prélèvements ;

8. Les résultats d'analyses commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées ;

9. La proposition d'un plan de gestion en cas d'impact révélé par les mesures réalisées.

Les pièces mentionnées aux 1, 2, 3, 4, 5 et 6 sont transmises à Mme la Préfète de la Somme et à l'Inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Les résultats des analyses mentionnées au 8 sont transmis à Mme la Préfète de la Somme et à l'Inspection des installations classées dans un délai de 1 mois.

La proposition de plan de gestion mentionnée au 9 est transmise à Mme la Préfète de la Somme et à l'Inspection des installations classées dans un délai maximal de 3 mois à compter de l'envoi de la pièce 8.

Concernant le forage agricole situé sur la commune d'Equancourt [...], un prélèvement et des analyses seront réalisées (a minima sont analysés MES, DBO5, DCO, HCT, 16 HAP, COHV, BTEX, PCB et 8 métaux) dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Concernant les eaux d'extinction d'incendie, un prélèvement et des analyses des sédiments seront effectués au niveau de la zone d'infiltration de ces eaux. La justification technique de la profondeur et de la localisation de prélèvement de cet échantillon sera apportée. Un prélèvement dans une zone estimée non impactée par le sinistre sera utilisée comme zone témoin (a minima sont analysés HCT, 16 HAP, COHV, BTEX, PCB et 8 métaux) dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.[...].

Constats : Suite à l'étude post-incendie transmise le 27/01/2022, la mise en œuvre du plan de prélèvements et les résultats d'analyses commentés et comparés aux valeurs de référence disponibles visant à identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées n'ont toujours pas été réalisés. L'exploitant a relancé le laboratoire de prélèvements et d'analyses (CARSO Agroalimentaire) sans succès (inspection des installations classées en copie des mails du 18/03, du 28/03 et du 08/04).

De plus, le prélèvement et les analyses des sédiments n'ont pas été effectués au niveau de la zone d'infiltration des eaux d'extinction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Respect des dispositions

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/01/2022, article 1

Thème(s) : Autre, Respect des prescriptions de l'Ap du 6/09/2019

Prescription contrôlée :

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, la société EURL Eric Ledoux Services sise au Lieu-dit Au-dessus du Canal, Chaussée Brunehaut sur la commune de FINS est mise en demeure de respecter les dispositions de :

– l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 qui prévoit que : « Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant », notamment les besoins en eaux ;

– l'article 4.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 qui prévoit que : « L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. » ;

– l'article 5.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 qui prévoit que : « La périodicité de vidange de ces boues ne peut toutefois pas être inférieure à une fréquence d'une fois par an. » ;

– l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 6 novembre 2019 qui prévoit que : « Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. » ;

– l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er juin 2021 qui prévoit que : « la quantité maximale admise annuellement est de 150 VHU »

– l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er juin 2021 qui prévoit que : « S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Et notamment son article 41 : « Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. »

Constats : Les besoins en eaux du site ont été recalculés. Le cas le plus défavorable, étant pour l'incendie du stockage du hangar et balles cartons avec un besoin de 180 m³/h (360 m³/ 2H), une poche de 120 m³ est installée sur le site.

La poche de 240 m³ est présente mais pas encore en fonctionnement.

L'exploitant finalise la convention pour l'utilisation du forage de l'agriculteur comme mesure compensatoire en attendant l'installation de la poche souple de 240 m³. Cette convention permettra également d'avoir une réserve supplémentaire en cas de besoin. De plus, l'exploitant a présenté le devis signé pour la mise en place d'un système de caméra anti-intrusion et 4 caméras thermographiques qui seront installées par la société Lease Protect France prochainement.

Le rapport de la société concernant le contrôle d'étanchéité du bassin de rétention des eaux d'incendie est présenté. Celui-ci a été réalisé le 11/02/2022 par la société AQUAGEO ETANCHEITE et indique que des réparations ont été réalisées le 7/02/2022 et que globalement la membrane PEHD est en bon état.

La dernière vidange des boues du déshuileur-débourbeur a été réalisée par l'entreprise Piermant le 11/12/21 à la suite de l'incendie.

Les vérifications périodiques des dispositifs de prévention sont enregistrées sur un classeur qui fait office de registre. Sont présents dans le classeur, les derniers rapports : électrique, foudre, station vhu, extincteurs, bassin de rétention, presse hydraulique et thermographie.

Cependant, il serait opportun de tracer les différentes opérations qui sont réalisées par l'électricien (contrat avec EDELEC) sur le rapport VERITAS.

Un logiciel a été installé afin de rappeler les échéances de suivi des vérifications périodiques (vu sur site).

Un dossier a été transmis à la DREAL pour augmenter le nombre traité de VHU.

Les blocs béton présentent une hauteur de 2,40 m autour des VHU qui représente une hauteur visuelle à ne pas dépasser. Lors de la visite, cette hauteur n'était pas dépassée.

Observations : Il faut tracer les différentes opérations qui sont réalisées suite aux visites des vérifications périodiques.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Proposition d'abrogation de la mise en demeure